



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie du 9 juin 2016
Règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre de la réforme de
l'accès des tiers aux stockages souterrains

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique.

Cette réforme constitue effectivement une étape importante pour la mise en œuvre d'un accès des tiers aux stockages souterrains en France selon des règles basées sur le marché.

Eni a activement contribué à la définition du nouveau dispositif et soutient sa mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Cependant, les modalités d'application de cette réforme ne sont pas encore connues car la majorité des règles opérationnelles seront définies dans des textes d'application du projet d'ordonnance qui ne sont pas encore publics. Par ailleurs, certaines dispositions envisagées à ce stade dans le projet d'ordonnance font peser un risque d'échec sur cette réforme, au détriment de l'ensemble du système gazier français.

- Si l'intervention de l'état est parfaitement légitime pour définir le cadre et les grands principes relatifs à l'accès aux stockages, son intervention dans la définition des règles opérationnelles et techniques sont peu appropriées en raison des délais de traitement et de décision qui doivent être adaptés aux évolutions de marché et de la nécessité de veiller à la cohérence globale des différents paramètres en jeu. A ce titre les modalités de définition des conditions d'accès aux stockages souterrains doivent être homogènes avec celles en vigueur pour les autres infrastructures de gaz. En effet, le retour d'expérience depuis plusieurs années confirme que la CRE dispose des compétences nécessaires pour définir ces règles en coordination avec les opérateurs d'infrastructures, les pouvoirs publics et les acteurs de marché.
- Le mécanisme de dernier ressort, qui maintient une obligation de stockage pour les fournisseurs, est selon nous inutile si les prix de réserve des enchères sont calés à la valeur de marché des capacités, soit le spread été-hiver. Ainsi le mécanisme d'enchère en Italie, qui ne prévoit pas une telle obligation de dernier ressort, permet depuis sa mise en œuvre en 2013 la souscription de la totalité des capacités de stockage nécessaires pour assurer la sécuriser d'approvisionnement du système italien. A l'inverse, le maintien d'une obligation de stockage en parallèle d'un mécanisme de commercialisation des capacités basé sur des règles de marché pourrait induire une distorsion des enchères et in fine empêcher le bon fonction du marché. Par ailleurs, si cette obligation de dernier ressort est maintenue, il sera fondamental que l'ensemble des règles, y compris le niveau de cette obligation, soient parfaitement connues de la part de l'ensemble des fournisseurs en amont du démarrage des enchères. Dans ces conditions, si les enchères commencent en novembre de l'année N-1, le niveau d'obligation des fournisseurs pour la période N/N+1 devra nécessairement être calculé sur la base des portefeuilles des fournisseurs en novembre N-1. Cette visibilité est un prérequis pour permettre aux fournisseurs concernés de se positionner sans risque dans le cadre des enchères. En tout état de cause il serait très préjudiciable pour l'ensemble de cette réforme si les fournisseurs devaient continuer à être soumis à une obligation de stockage sans être en mesure d'en connaître exactement le niveau parce que celle-ci serait basée, comme cela est le cas aujourd'hui, sur le portefeuille prévisionnel de ces derniers au 1^{er} novembre de l'année N.
- La détermination du prix de réserve est un point clé de la réussite de cette réforme. A ce titre et en particulier au démarrage du nouveau système, ce prix doit impérativement être calé avec pour seul objectif de maximiser le volume de capacités souscrit lors des enchères. Pour assurer la cohérence de ce prix avec la valeur du stockage sur le marché, il nous paraît plus judicieux de simplifier le processus en confiant à la CRE le soin de fixer ou de valider le niveau de ce prix.

- Les modalités et le périmètre d'application du mécanisme de compensation des coûts des opérateurs de stockage sont des éléments déterminants pour éviter que le coût du stockage soit un instrument de distorsion de concurrence entre fournisseurs, comme cela est le cas aujourd'hui. Sur ce point Eni plaide pour un mécanisme simple et parfaitement compréhensible pour tous les consommateurs français concernés.

Question 1 : Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

Eni partage les orientations générales de la CRE :

- l'ordonnance devrait se limiter à des principes généraux de fonctionnement du mécanisme pour ne pas rigidifier le système et permettre son adaptabilité en fonction des retours d'expérience successifs ;
- la CRE doit fixer librement les revenus autorisés des opérateurs selon des modalités identiques à celles en vigueur pour les autres infrastructures de gaz ;
- les prix de réserve pourraient en effet être proposés par les opérateurs de stockage et validés par la CRE mais la méthodologie de calcul doit être définie après consultation du marché et doit impérativement être publiée. Eni partage l'objectif de la CRE d'inciter les opérateurs à maximiser les souscriptions de capacité pour atteindre le niveau de souscription nécessaire à la sécurité d'approvisionnement. Toutefois, cet objectif paraît difficilement conciliable avec une incitation des opérateurs à maximiser le revenu tiré des enchères, en particulier en phase de lancement du nouveau dispositif avec de nombreuses incertitudes sur le bon dimensionnement des paramètres et des règles. Eni recommande donc à la CRE de ne pas introduire cette 2^{ème} incitation
- Eni est favorable pour laisser une large marge de manœuvre aux opérateurs pour la définition des produits commercialisés, mais uniquement après l'atteinte du niveau de souscription fixé pour la sécurité d'approvisionnement. Avant l'atteinte de cet objectif, Eni souhaiterait des règles d'enchère simples et stables, avec un nombre de produits limité qui n'évoluent pas pendant les enchères.

Question 2 : Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1^{er} novembre au 31 mars ?

Eni est favorable à un calendrier de commercialisation démarrant au plus tôt avant Janvier.

Toutefois, comme indiqué dans le préambule, si une obligation de dernier ressort est maintenue, la seule façon de concilier cette obligation avec un calendrier d'enchère qui ne durerait que 4 à 5 mois maximum sera de calculer le niveau d'obligation de chaque fournisseur en amont du lancement des enchères sur la base des portefeuilles des fournisseurs à ce moment-là. A défaut de figer le calcul de l'obligation de chaque fournisseur avant le démarrage des enchères, il sera indispensable de prolonger la période de commercialisation aux enchères au-delà du 1^{er} avril pour permettre aux fournisseurs d'ajuster leurs souscriptions de capacités aux évolutions de leurs portefeuilles.

Par ailleurs, Eni n'est pas favorable à un allotissement des volumes offerts pour chaque produit car ce processus ne fait que retarder, voir mettre à risque, l'atteinte du niveau de souscription fixé pour assurer la sécurité d'approvisionnement du système français. La publication en amont des enchères de l'ensemble des règles et la commercialisation dès le démarrage des enchères de la totalité des capacités nécessaires pour atteindre le niveau fixé au titre de la sécurité d'approvisionnement donneront également aux expéditeurs un cadre complet et transparent pour définir leur stratégie de réservation.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standards commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

Eni est favorable à la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standards commercialisés par les opérateurs.

Eni recommande même, au démarrage du dispositif, de limiter le nombre de produits à 4, soit 2 produits par place de marché : 1 produit « lent » et un produit « rapide ». Cette simplification pourrait être opérée en « mutualisant » certains groupements de stockages dont le marché a peu d'appétence avec des produits plus demandés.

Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits ?

Dans un système où des obligations continuent de peser sur les fournisseurs, Eni souhaite que les règles soient parfaitement connues en amont des enchères et évoluent le moins possible en cours d'enchère. Toutefois, si un produit reste très majoritairement invendu après avoir été proposé à de nombreuses reprises au marché, Eni est favorable à une réallocation d'une partie du volume de ce produit en faveur d'autres produits plus demandés. Le volume réalloué devra tenir compte notamment du niveau d'atteinte de l'objectif total de capacité fixé au titre de la sécurité d'approvisionnement.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

Comme indiqué précédemment, Eni est favorable à la définition de règles simples transparentes et connues à l'avance pour éviter au système français le déclenchement du mécanisme d'obligation. Dans ces conditions, Eni considère qu'il serait préférable de laisser la main aux opérateurs uniquement lorsque le niveau fixé au titre de la sécurité d'approvisionnement sera atteint.

Si la proposition de la CRE de laisser aux opérateurs la possibilité de définir librement leurs produits pour 10% des capacités commercialisables est retenue, il sera nécessaire de clarifier le statut de ces produits, qui auront éventuellement été souscrits par certains fournisseurs, au regard de leurs obligations en cas de déclenchement du mécanisme de dernier ressort.

Question 6 : Dans le cas où le niveau de souscription nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Eni y est favorable.

Question 7 : Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscription nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

Dans ce cas, Eni est favorable à ce que les produits proposés soient identiques aux produits standards commercialisés lors des enchères.

Question 8 : Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

En ce qui concerne les capacités disponibles restantes à l'issue du processus de dernier ressort, eni est favorable à ce que les opérateurs de stockages définissent librement leurs produits.

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

Eni est favorable à la commercialisation de capacités pluriannuelles avec des volumes limités à 20 % des capacités commercialisables au démarrage du mécanisme des enchères.

Par ailleurs, eni est favorable à la proposition de la CRE consistant à commercialiser 3 volants de 1 an plutôt qu'un volant de 3 ans.

Question 10 : Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

Et

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

Eni n'est pas favorable à un allotissement des volumes commercialisables pour chaque produit. Comme indiqué précédemment, un tel allotissement ne fait que retarder l'atteinte du volume de souscription nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement. Concernant les craintes liées à la couverture en parallèle sur le marché, eni considère que le découpage des volumes se fera naturellement au regard des volumes que le marché sera en capacité d'absorber. Un tel allotissement n'est pas mis en œuvre pour les enchères en Italie, alors que le marché de gros est moins liquide qu'en France.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

Eni souhaite une commercialisation séquentielle des capacités de stockage afin de donner le maximum de visibilité aux expéditeurs sur les capacités progressivement souscrites. Si les calendriers des enchères des deux opérateurs sont parfaitement alignés, il sera nécessaire de retenir une commercialisation séquentielle des différents produits, pour donner cette visibilité.

Dans tous les cas, une publication par les deux opérateurs de stockage des règles d'enchère, du calendrier des enchères, des produits offerts et des volumes commercialisés pour chaque produit, suffisamment en amont du démarrage des enchères, est un prérequis.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?

Eni est favorable à une adjudication dite « pay as cleared ».

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à *fixing*?

Eni y est favorable.

Eni n'est pas opposé aux enchères ascendantes avec adjudication « pay as cleared » mais considère, qu'en cas de congestion, le processus d'enchère peut durer longtemps avec un risque d'évolution des conditions de marché entre le début et la fin du processus d'enchères.

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

Eni recommande un prix fixe, qui permet de sécuriser ce poste de coût pour les fournisseurs et les clients finaux.

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères ?

Eni est favorable à la publication du prix de réserve et, à défaut, de la méthodologie de détermination du prix de réserve en amont de la commercialisation. En cas de publication uniquement de la méthodologie, il est impératif que les acteurs de marché puissent la reconstituer simplement et rapidement pour éviter de perdre des rounds d'enchères avec aucune souscription de capacité uniquement parce que les acteurs de marché auraient visé trop bas !

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

La CRE ne donne aucune information sur les modalités de publication des résultats des différents rounds d'enchères. Comme cela est pratiqué en Italie, Eni recommande que les opérateurs de stockage publient sur leur site à la fin de chaque enchère, les volumes proposés pour chaque produit, les volumes demandés, les volumes alloués et les prix d'allocation.

Les opérateurs pourraient également publier sur leur site à la fin de chaque enchère le pourcentage de couverture de l'objectif de souscription nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement.